

REMARKS BY SRSG MOHAMED IBN CHAMBAS

Regional Conference on Impunity, access to Justice and Human rights Niamey 10-12 September 2018

**Excellence, Mohamadou Issoufou, Président de la République du Niger, Chef de l'Etat,
Président en exercice du G5 Sahel,**

Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Niger,

Mesdames et Messieurs les Membres du gouvernement de la république du Niger,

Honorables Députés,

**Mesdames et Messieurs les Ministres de la justice des pays de l'Afrique de l'Ouest et du
Sahel,**

**Mesdames et Messieurs les Présidents de Cours suprêmes et des institutions supérieures
des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel,**

**Ambassadeur Minata Samaté-Cessouma, Commissaire de l'Union Africaine chargée des
affaires politiques,**

Monsieur Maman Sidikou, Secrétaire Permanent du G 5 Sahel,

**Ambassadeur Mohamed Diakité, représentant du Président de la Commission de la
CEDEAO,**

Mesdames et Messieurs les Membres du corps diplomatique,

**Mesdames et Messieurs les Présidents des barreaux des pays d'Afrique de l'Ouest et du
Sahel,**

Chers Collègues du système des Nations Unies,

Représentants de la société civile,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Au nom des Nations Unies, je vous souhaite la bienvenue à la deuxième Conférence régionale sur « l'impunité, l'accès à la justice et les droits de l'homme en Afrique de l'Ouest et au Sahel ».

Je remercie également vivement Son Excellence le Président Mahamadou Issoufou, son Gouvernement et le peuple nigérien, d'avoir accepté d'abriter cette réunion.

Monsieur le Premier Ministre, merci pour l'accueil chaleureux réservé à toutes les délégations et les arrangements faits pour assurer la réussite de cette conférence.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Votre participation à cette conférence confirme votre engagement constant à renforcer la culture des droits de l'homme et de l'état de droit dans vos pays respectifs et dans notre région.

Je me félicite de la collaboration des principaux partenaires régionaux des Nations Unies, en particulier l'Union Africaine, la CEDEAO et le G5 Sahel à l'organisation de cet événement.

J'exprime également ma reconnaissance aux autres partenaires, dont la société civile, pour leur contribution inestimable au renforcement de l'accès à la justice et de l'état de droit, ainsi qu'à la promotion des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Dans la Déclaration de Bamako de 2011, les gouvernements ont collectivement renouvelé leur engagement et leur détermination à promouvoir une culture de la paix dans la région ; cela, en luttant contre l'impunité et en garantissant aux populations le respect des droits de l'homme et un accès équitable à la justice.

Depuis, des progrès significatifs ont été enregistrés, notamment dans le domaine de la réforme des lois. Toutefois, la résurgence de l'extrémisme violent, de la criminalité

transfrontalière organisée, du phénomène migratoire, des conflits entre agriculteurs et éleveurs, et des transformations politiques et socio-économiques ont amplifié les défis existants ou créé de nouveaux défis.

Cette évolution met à l'épreuve, en particulier, notre capacité à répondre de manière cohérente et en lien avec nos valeurs communes de respect de l'état de droit et des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous devons évaluer les progrès accomplis dans le renforcement de l'état de droit et la promotion des droits de l'homme, et partager nos expériences, en vue d'adopter des approches adéquates.

À cet égard, je voudrais partager avec vous quelques réflexions.

Nous avons réalisé des progrès dans l'amélioration du cadre normatif, dont la ratification d'instruments régionaux et internationaux. Cependant, vous conviendrez avec moi que le succès repose plutôt sur la mise en œuvre. Aussi, j'encourage les états à continuer à travailler avec la CEDEAO, l'Union Africaine et les Nations Unies, en vue d'accélérer la mise en œuvre de ces instruments.

Les défis fonctionnels et structurels limitent encore l'accès à la justice, notamment pour les femmes, les enfants et autres personnes vulnérables, et empêchent le bon fonctionnement de nos systèmes judiciaires.

La force d'un système judiciaire dépend de sa capacité à appliquer les lois, mais surtout de sa capacité à gagner l'adhésion du justiciable.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Le lien entre la justice et les droits de l'homme, d'une part, et la paix et la sécurité, d'autre part, n'est plus à démontrer. Les crises dans notre région naissent de la marginalisation,

l'injustice, les violations des droits de l'homme et l'impunité. Cependant, le système judiciaire peut contribuer à prévenir les causes profondes de ces crises. Dans le cas des situations post-crise, le renforcement de l'appui aux mécanismes de justice transitionnelle doit être effectif et durable.

Excellencies,

Distinguished Ladies and Gentlemen,

Violent extremism continues to adversely affect the administration of justice. The targeting of judicial personnel, destruction of infrastructure coupled with incidents implicating security forces in human rights violations have reinforced a climate of fear and impunity. Therefore, it is important to adopt a human rights-based approach in our overall response.

It is also important to preserve the role of the justice system as an impartial and credible adjudicator in political processes. A credible justice system is better equipped to address complex contentious issues arising from electoral processes, which otherwise could ignite tensions and instability. Political and constitutional reforms should reinforce the principle of separation of powers and ultimately the independence of the judiciary.

We should work together in addressing concerns relating to the instrumentalization of justice systems for political motives, which have often been cited as the main reason for subverting the system in favour of approaches that undermine peace and stability.

Furthermore, promoting human rights and the rule of law attracts investment and contributes towards the implementation of plans and strategies such as, the Sustainable Development Goals (SDGs), the African Union Vision 2063, ECOWAS Vision 2025 and other national development frameworks such as the programme Renaissance in Niger.

I cannot overemphasize the importance of partnerships in ensuring an effective administration of justice and would therefore like to reiterate the commitment of the United Nations to working with all the relevant stakeholders in this regard.

Finally, I am optimistic that for the next three days our discussions will have far reaching implications on the lives of the men, women and children of our region.

But as we deliberate, let us be guided by the words of a renowned son from our region, the late Kofi Annan, former Secretary-General of the United Nations, and I quote, “The future of peace and prosperity that we seek for all the world's peoples needs a foundation of tolerance, security, equality and justice”.

Once again, Excellency Mr. President, we want to thank you for gracing this occasion with your presence.

Je vous remercie de votre aimable attention.